

position — le seul centre moteur de la réalité historique actuelle — gravitent les luttes d'autres formations sociales qui oscillent entre les deux classes essentielles de la société capitaliste; ensuite, à des contrastes qui, après avoir opposé les individualités capitalistes (dans la libre concurrence) les couches différentes d'industriels, de propriétaires fonciers, de banquiers, etc., opposent les grands trusts internationaux, pour arriver enfin à mettre les unes contre les autres les constellations impérialistes se dirigeant vers la guerre.

Entre ces deux espèces d'antagonismes engendrés par la société capitaliste, aucune possibilité de correspondance n'existe, comme d'ailleurs n'existe pas la possibilité de s'appuyer sur des contrastes inter-impérialistes pour faire avancer le mouvement révolutionnaire ou de défendre les intérêts de l'Etat ouvrier. Certaines affirmations de Lénine laisseraient supposer que ce grand chef du communisme faisait dépendre, en principe, le sort de l'Etat ouvrier de l'exploitation des luttes auxquelles étaient vouées les Etats capitalistes. Mais notre fraction, qui estime indispensable même le réexamen des positions de tactique que Lénine défendit à son époque sans qu'il puisse se référer à une expérience de gestion prolétarienne d'un Etat, pourra facilement démontrer que, chez Lénine, il s'agissait de positions fortuites et passagères alors que, en tant que question de principe, il défendit avec acharnement la liaison de l'Etat ouvrier non pas avec les contrastes inter-impérialistes, mais uniquement avec l'évolution révolutionnaire du prolétariat des différents pays.

Ces deux courants contradictoires surgissant de la société capitaliste sont, en outre, opposés l'un à l'autre de telle sorte qu'aucune possibilité n'existe de relier le mouvement ouvrier à la marche des rapports entre les Etats impérialistes. Cela a été prouvé lumineusement par l'expérience d'Autriche où les socialistes ayant accroché le sort des organisations ouvrières au sort de l'impérialisme français, n'ont fait que faciliter l'œuvre que solidairement poursuivaient Boncour, Dollfuss, Hitler et Mussolini, dans l'intérêt du capitalisme mondial: l'écrasement du prolétariat autrichien.

Les manœuvres qu'effectuent les Etats capitalistes à l'intérieur des autres Etats qui leur sont antagonistes peuvent s'ap-

puyer sur des mouvements nationaux qui, eux, se déroulent sur la même trajectoire historique que les contrastes impérialistes dirigés vers la guerre. Il est parfaitement vrai que l'impérialisme italien appuie le mouvement séparatiste croate; l'impérialisme allemand appuie non seulement les mouvements nationaux « allemands », mais aussi le séparatisme irlandais, et cette liste pourrait se prolonger à l'infini, en y comprenant surtout les pays désavantagés par la guerre, mais sans exclure les impérialismes qui ont retiré leur prédominance de la dernière conflagration.

Pour ce qui concerne les mouvements de classe, par contre, ces derniers se vérifiant dans une direction radicalement opposée à celle conduisant aux antagonismes inter-impérialistes, les conditions n'existent nullement pour permettre à un Etat de s'appuyer sur la classe prolétarienne de l'Etat capitaliste adverse dans le but d'atteindre ses visées particulières. Ici, nous le répétons, au lieu d'une possibilité de heurt entre les Etats antagonistes, existe une condition où s'affirme la solidarité du capitalisme mondial pour l'écrasement du mouvement prolétarien et de la révolution communiste.

Le système d'organisation sociale dominant dans une époque donnée n'est pas le conglomérat des différents régimes existants, mais résulte du mode de production en vigueur dans les Etats principaux du monde. Ainsi, à l'heure actuelle, malgré l'extrême variété de sociétés existantes, nous vivons dans une époque capitaliste et le poids spécifique de ces principaux Etats occupant une partie limitée de la surface du globe, est tel que ces derniers commandent toute l'évolution historique. La fondation de l'Etat prolétarien, tout en faisant une brèche dans le système capitaliste mondial, ne pouvait prémunir, même à l'intérieur des frontières soviétiques, l'économie et la société russe de l'emprise et des lois du capitalisme. La victoire de l'Etat ouvrier ne pouvait être considérée que comme la première pierre d'un édifice que le prolétariat russe et des autres pays ne pouvaient construire que sur la base exclusive de la victoire révolutionnaire dans les différents pays, édifice ne pouvant s'achever que par le triomphe de l'insurrection prolétarienne dans les pays que l'évolution productive et industrielle ont placés à la tête de toute l'humanité.

Deux voies s'offraient à l'Etat ouvrier: emprunter le chemin de la révolution mondiale même au risque de voir son sort correspondre à celui des prolétariats des autres pays, donc à être écrasé par l'ennemi en conséquence de l'étranglement de la classe ouvrière mondiale, ou bien se terrer dans les limites territoriales de ses frontières et être ainsi emporté par les lois régissant le système capitaliste mondial. La victoire des centristes et l'expulsion des gauches marxistes en 1927 représentèrent la première condition réalisée pour arracher l'Etat ouvrier au prolétariat russe et mondial. La victoire fasciste en Allemagne signifia que désormais, ainsi qu'il en avait été pour les partis de la Deuxième Internationale, la régénéscence du mouvement prolétarien ne se serait plus effectuée au travers d'une victoire des fractions au sein des anciens partis dégénérés, mais par la voie des scissions et la fondation de nouveaux organismes. L'Internationale Communiste s'écroula en 1933 et les faibles liens organisationnels qu'elle maintient encore aujourd'hui pourront bientôt être comparés à ceux qui furent renoués, entre les traîtres, par le bureau dirigé par Huysmans à Amsterdam.

A partir de cette époque, marquée par l'écrasement du prolétariat allemand, l'incorporation de l'Etat Soviétique dans le monde capitaliste est un fait accompli et la loi conditionnant tout le système régit aussi le sort de l'Etat ouvrier. Tout comme les autres Etats, la Russie Soviétique pourra vivre à la condition de fournir son appui à l'œuvre qui se poursuit depuis la fondation du capitalisme et qui tend à l'écrasement du mouvement prolétarien dans tous les pays, la Russie y comprise.

Les derniers événements manifestent, avec une clarté cristalline, la fonction qu'occupe l'Etat ouvrier à l'égard du mouvement ouvrier mondial. En Allemagne, avant la mort de l'Internationale Communiste ce processus ne revêtait pas encore les formes si achevées qu'il a atteint actuellement (bien que sous des expressions contradictoires, la fonction de l'Etat russe se révèle analogue). En Allemagne, en face de l'inévitabilité de la conversion du régime capitaliste vers le fascisme, le prolétariat ne pouvait opposer d'autre perspective que la lutte pour ses positions immédiates de classe dont la défense comportait inévitablement le re-

groupement ouvrier en vue de l'insurrection. Le centrisme devant cette situation, conscient de l'acuité extrême de la situation et de l'enjeu de la lutte pour le prolétariat mondial n'hésita point et au lieu de joindre le sort de l'Etat ouvrier aux batailles du prolétariat allemand, se dirigea ouvertement vers le chemin de l'ennemi en obtenant, en échange, la possibilité de procéder avec succès à une course vers l'industrialisation. Au point de vue politique, loin de cimenter, sur la base des revendications immédiates, le front prolétarien, le centrisme souleva le thème politique de la lutte « contre le social-fascisme d'abord », de la scission syndicale, de l'appui au plébiscite naziste en Prusse, conduisant ainsi le mouvement ouvrier dans le cul de sac où il devait s'écrouler sans réaction, pendant que la politique du socialisme dans un seul pays obtenait de grands résultats des cinq années où elle avait pu s'épanouir par des méthodes de corruption, de terrorisme idéologique et physique, et par la lutte impitoyable pour empêcher la formation d'une fraction de gauche du Parti Communiste Allemand.

En France, c'est sur un front analogue qu'agira la Russie Soviétique, bien que le chemin qu'elle suivra ne sera plus le même. C'est vers l'écrasement du prolétariat français que se dirige la politique appliquée par le Parti Communiste Français, sur l'intervention des organes dirigeants l'Etat russe. Le front unique se réalisera, en effet, sur la base de l'acceptation des propositions de la gauche du Parti socialiste français pour exécution, aux termes de l'accord, les mouvements de classe des ouvriers en vue de la défense de leurs intérêts et de leurs positions de classe. L'unité syndicale ne sera nullement poursuivie comme un roulement au déclenchement de la grève générale du prolétariat français, mais s'orientera vers la dissolution des syndicats de la C.G.T.U. au sein de la C.G.T. repoussant catégoriquement les mouvements revendicatifs. L'unité organique entre socialistes et P. C. F. viserait à sanctionner la dissolution totale du mouvement prolétarien français. En Allemagne, par le canal de la lutte contre le « social-fascisme », le centrisme liait les mains aux ouvriers pour les livrer au fascisme, en France, par le canal de l'unité à pleins bras, il les livre aux compé-